

# Crédit bancaire et performance des petites et moyennes entreprises tchadiennes à l'ère pétrolière

Par

Nestor Djimasra, Djal-Gadom Gadom,  
Dana Abba, Ludé Djam'Angai'  
*Laboratoire d'Études et de Recherche  
en Économie Appliquée et Gestion  
(LAEREAG), Université de N'Djaména,  
Tchad*



Wikimedia Commons

## RÉSUMÉ

L'objectif de ce policy brief est d'informer les entreprises, les banques et l'État sur l'influence du crédit bancaire sur la performance des entreprises tchadiennes à l'ère pétrolière. Spécifiquement, il montre que le crédit bancaire est un levier de la performance économique (chiffre d'affaires) et sociale

(effectif des employés) des entreprises tchadiennes. Au regard des résultats obtenus, quelques pistes de politiques économiques sont proposées pour une plus grande contribution du financement bancaire à la performance des entreprises au Tchad. Ces politiques se situent à trois niveaux.

<sup>1</sup> Emails : djimasra\_n@yahoo.fr; ddjalgadom@yahoo.fr; abba\_danna@yahoo.fr; ludedjam@yahoo.fr

### SIEGE SOCIAL

TrustAfrica  
Lot 87, Sacré Coeur 3  
Pyrotechnie x VDN  
BP 45435  
Dakar-Fann, Senegal

**T** +221 33 869 46 86  
**F** +221 33 824 15 67  
**E** info@trustafrica.org  
**W** www.trustafrica.org

Le Fonds de Recherche sur le Climat d' Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA) est une initiative conjointe de TrustAfrica et du CRDI.

## INTRODUCTION

Le nouveau contexte de l'économie tchadienne marqué par l'exploration du pétrole depuis 1999, a permis la relance de l'activité économique, un développement et une nouvelle dynamique de l'entrepreneuriat privé et principalement l'auto-emploi. Selon, l'enquête sur la consommation et le secteur informel au Tchad (ECOSIT III) réalisée en 2011, plus de 74 % des travailleurs sont auto-employés. De même, les statistiques de la Banque mondiale (2009) montrent que la *performance sociale* des entreprises tchadiennes a été plus importante que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. En effet, le taux de croissance de l'emploi dans le secteur privé en 2009 est de 12 %, alors qu'il est de 8 % en moyenne pour toute l'Afrique subsaharienne au cours de la même année. Ces statistiques démontrent l'importance du développement de l'entrepreneuriat privé au Tchad au cours de cette dernière décennie. Dans ce cadre, le secteur bancaire tchadien est sollicité pour accompagner la nouvelle dynamique de l'entrepreneuriat privé. Les banques au Tchad ont, en effet, évolué dans un environnement économique favorable, le pays ayant présenté le taux de croissance du PIB le plus élevé de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) au cours des cinq dernières années. Dans ce contexte, le total du bilan des banques du pays s'est accru passant de 355 milliards en 2007 à 497,9 milliards de francs CFA en 2010 (COBAC 2008 ; 2010). Selon la même source, l'encours des crédits nets s'est consolidé. Il est passé de 97,21 milliards en 2004 à 268,62 milliards francs CFA en 2010. Ces données tendent à confirmer simplement l'embellie économique du Tchad au cours des deux dernières décennies. Cependant, force est de constater que la répartition des crédits à l'économie selon leur durée au cours des cinq dernières années révèle que plus de 95 % des concours sont des crédits à court terme (compagne 40 % et autres crédits 55 %), contre 5 % seulement de crédit de long terme (ministère du Plan 2012).

Somme toute, le financement bancaire des entreprises revêt une grande importance suite aux besoins (d'exploitation et d'investissement) de plus en plus importants qu'elles éprouvent. Ce financement passe par la demande de crédit

afin d'influencer la production de l'entreprise, d'améliorer leur niveau d'investissement, de valoriser leur capital humain et de stimuler la croissance économique.

**Les banques au Tchad ont, en effet, évolué dans un environnement économique favorable, le pays ayant présenté le taux de croissance du PIB le plus élevé de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) au cours des cinq dernières années.**

## MÉTHODOLOGIE

Pour mettre en évidence l'influence du crédit bancaire sur la performance des petites et moyennes entreprises (PME) au Tchad, l'étude utilise à la fois une approche descriptive et économétrique. Les données utilisées sont issues d'une enquête sur le financement bancaire et l'entrepreneuriat au Tchad, menée auprès de 315 entreprises par le Laboratoire d'Études et de Recherche en Économie Appliquée et de Gestion (LAREAG) de l'université de N'Djaména et sous financement de TrustAfrica. L'unité d'analyse est la petite et moyenne entreprise, définie comme une unité de production formelle répondant aux critères suivants : localisable à un endroit fixe et permanent et dont le potentiel d'emploi et la surface économique sont relativement faibles.

## RÉSULTATS

L'usage du test de comparaison des moyennes et des graphiques sur le plan de la statistique descriptive a permis de montrer que les entreprises bénéficiaires du crédit bancaire ont une meilleure performance économique et sociale que celles qui n'y ont pas accès. En effet, elles améliorent leur chiffre d'affaires et offrent plus d'opportunités d'emplois. L'évidence statistique est confirmée sur le plan économétrique. Deux résultats majeurs se dégagent :

### 3.1. Le crédit bancaire, un facteur de la performance économique des entreprises au Tchad

Les résultats de nos régressions montrent que le crédit bancaire contribue favorablement à l'augmentation du chiffre d'affaire et donc améliore la performance économique des PME au Tchad. Un accroissement de 1 % du montant de crédit augmente le chiffre d'affaire de 0,705 %. Ce résultat n'est pas nouveau ; il corrobore les résultats déjà trouvés par les travaux de Jõeveer et al. (2006), Sabarwal et Terrell (2009) ou encore de Silivestru (2012). En dehors de notre variable d'intérêt (crédit bancaire), on note également que d'autres variables de contrôles (gouvernance et âge) contribuent à expliquer la performance économique des PME au Tchad. La gouvernance mesurée par la corruption affecte significativement et négativement la performance économique des PME. Ce résultat vient confirmer l'avant dernier rang occupé par le Tchad dans le rapport Doing Business 2013 (184e/185 pays) et explique la faiblesse de l'effet du crédit bancaire sur la performance économique et sociale des PME. Ces faibles effets peuvent aussi être expliqués en partie par le fait que 45 % des PME ayant demandé un crédit n'ont pas obtenu le montant sollicité. Enfin, nos résultats montrent que les entreprises dont les dirigeants sont âgés, ont en moyenne une faible performance économique, plus le dirigeant est vieux moins bonne est la performance.

### 3.2. Le crédit bancaire, un levier de la performance sociale des entreprises tchadiennes

En ce qui concerne l'effet du crédit bancaire sur la performance sociale des entreprises au Tchad, on note que le crédit bancaire impacte positivement la performance sociale des PME à 1 %. Une augmentation du montant de crédit de 1 % entraîne une augmentation du nombre de salariés de 0,54 %. En outre, la variable « chiffre d'affaire » a un signe positif et est significative à 1 %. En effet, une augmentation du chiffre d'affaires de 1 % permet d'augmenter la taille de l'entreprise de 0,38 %. Autrement dit, l'augmentation du chiffre d'affaires des PME, en moyenne, crée des opportunités d'emplois au Tchad. Les variables socioprofessionnelles (âge, expérience, niveau d'éducation supérieur du dirigeant) ont un impact positif et significatif sur la performance sociale. Un dirigeant expérimenté et ayant au moins le niveau bac est favorable à l'augmentation de la main-d'œuvre compte tenu des besoins de production de l'entreprise. Cela s'explique par le fait qu'au Tchad, les dirigeants les mieux éduqués et ayant cinq années d'expériences orientent efficacement le crédit obtenu suivant les exigences de l'entreprise en termes de besoin et maîtrisent les postes essentiels de dépenses. Ces dirigeants sont dynamiques et peuvent initier des nouvelles activités au sein de l'entreprise qui peuvent être sources de création d'emplois. En plus, les résultats montrent aussi que la variable gouvernance, mesurée par le niveau de corruption, est significative à 1 %. Cela signifie que la corruption crée des distorsions qui limitent les capacités des PME à promouvoir l'emploi.

## RECOMMANDATIONS

Fort des résultats obtenus, quelques pistes de politiques économiques sont proposées pour une plus grande contribution du financement bancaire à la performance des entreprises au Tchad. Ces politiques se situent à trois niveaux. Il s'agit de recommandations à l'égard des banques, des entreprises du gouvernement.

### BANQUES

- Faciliter l'accès au crédit bancaire de court terme en ciblant les entreprises dont les dirigeants ont un niveau d'étude supérieur et disposent d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans ;
- Favoriser l'accès au crédit de long terme aux entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 50 millions de francs CFA.

### ENTREPRISES

- Tenir une comptabilité formelle et rendre accessible l'information sur leurs activités ;

- Valoriser le capital humain dans le mode de recrutement, de promotion interne et observer la division du travail.

**ÉTAT**

- Améliorer l'environnement des affaires en rendant indépendant le système judiciaire et accentuer la lutte contre la corruption pour une meilleure gouvernance ;
- Améliorer les conditions d'accès aux microcrédits de l'État.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque mondiale, 2009, Rapport sur l'enquête sur les entreprises, données-pays.

Commission Bancaire d'Afrique Centrale, 2008, 2010, Rapport sur le Bilan des Banques.

Jõeveer, K., Pissarides, F., and Svejnar, J., 2006, *Bank Lending and Performance of Micro, Small and Medium Sized Enterprises (MSMEs): Evidence from Bulgaria, Georgia, Russia and Ukraine*, Working Paper, Japan Europe Development Fund.

Ministère de l'Économie et du Plan du Tchad (2012), *Plan National de Développement*.

Sabarwal, S., and Terrell, K., 2009, "Access to credit and performance of female entrepreneurs in Latin America", *Frontiers of Entrepreneurship Research*, 29(6).

Silivestru, A.R., 2012, "Bank loans and small firm financing in Romania", *Annales Universitatis Apulensis Series Oeconomica*, 14(1).